

L'OPECST AU COURS DE LA XII^{ème} LÉGISLATURE

La composition de l'OPECST

A l'issue des élections législatives de 2002, la composition de l'OPECST a été renouvelée et a subi, depuis, peu de modifications.

Il en est de même de la composition du Bureau, à l'exception des changements intervenus pour la Présidence et la première Vice-Présidence, conformément à l'usage établi d'une présidence alternée, à chaque renouvellement partiel du Sénat.

C'est ainsi, que le 10 juillet 2002, l'Office a élu M. Claude BIRRAUX, Député, Président de l'Office, et M. Henri REVOL, Sénateur, Premier Vice-Président. Puis, le 20 octobre 2004, il a confié la présidence à M. Henri REVOL, et la Première Vice-Présidence à M. Claude BIRRAUX.

Les saisines

Au cours de la législature, **24** études ont été confiées à l'Office.

Vingt d'entre elles résultent de saisines émanant des organes parlementaires habilités, par la loi de 1983, à demander à l'Office d'engager des travaux d'évaluation, dont onze pour l'Assemblée nationale et neuf pour le Sénat. Les Bureaux des assemblées ont formulé douze demandes d'études (6 par le Bureau de l'Assemblée nationale et 6 par celui du Sénat) et les commissions sept (2 par la commission des Affaires économiques et 3 par la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, 2 par la commission des Affaires économiques du Sénat), une étude ayant été engagée sur la base d'une double saisine, émanant du Bureau et de la commission des Affaires économiques du Sénat.

L'équilibre entre les deux assemblées a donc été respecté, ainsi que celui entre les organes parlementaires (Bureaux/Commissions), étant néanmoins observé que seules certaines commissions (Affaires économiques de l'Assemblée na-

tionale et du Sénat, et Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale) ont saisi l'Office.

Phénomène remarquable, les « saisines de droit » se sont multipliées. Quatre lois adoptées au cours de la législature ont ainsi prévu une évaluation par l'Office : la loi bioéthique du 6 août 2004, la loi de programme du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, la loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006, la loi de programme du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs.

Les rapports de l'Office

Au cours de la législature, **26** études ont été menées ou engagées par l'Office, résultant de saisines intervenues au cours de la XII^{ème} législature ou de la précédente.

Vingt et une d'entre elles ont donné lieu à la publication d'un rapport au cours de la législature et trois ont fait l'objet d'une étude de faisabilité. Pour l'une de ces études, le rapporteur a été seulement désigné. Une dernière étude concerne le tome II d'un rapport dont le premier tome a déjà été publié.

Le champ d'investigation de l'Office reste diversifié, avec une prééminence des préoccupations sanitaires et énergétiques et la prise en compte de problématiques liées aux technologies émergentes.

Téléphonie mobile, électronique et semi-conducteurs, qualité de l'eau, nouveaux réacteurs nucléaires, biométrie, inventions biotechnologiques, sûreté des aliments, nanosciences, télécommunications à haut débit et système de santé, place des biotechnologies et des sciences de la vie en France et en Europe, évaluation des agences de sécurité sanitaire, gestion des déchets radioactifs, risque épidémique, voiture propre, nouvelles technologies de l'énergie, techniques de restauration des œuvres d'art,

changement climatique, cellules souches, politique spatiale, recherche polaire...

Certaines études ont eu un lien étroit avec les travaux législatifs, tant en amont qu'en aval de la loi. Ainsi, le rapport présenté par MM. BIRRAUX et BATAILLE, en 2005, sur l'état d'avancement et les perspectives des recherches sur la gestion des déchets radioactifs, a largement inspiré la loi de programme du 18 juin 2006 sur la gestion durable des matières et déchets radioactifs, laquelle a prévu l'élaboration d'un plan national de gestion et l'évaluation de celui-ci par l'Office, un rapport ayant été présenté début 2007 sur le premier plan.

Parmi les 21 rapports publiés, on compte :

- 11 rapports confiés à deux rapporteurs (5 confiés à deux députés, 3 à deux sénateurs et 3 à un député et un sénateur, étant observé que sur les 8 rapports confiés à deux membres d'une même assemblée, 7 ont été présentés par deux parlementaires n'appartenant pas au même groupe politique),
- 10 rapports confiés à un seul parlementaire, dont 5 à un député et 5 à un sénateur.

Les auditions publiques ouvertes à la presse

La plupart des rapports publiés ont donné lieu à l'organisation d'auditions publiques ouvertes à la presse ; à peine six rapports ont ainsi été présentés sans être assortis d'une audition publique.

La législature a en outre été marquée par la réalisation d'auditions publiques consacrées soit à des sujets d'actualité, soit au suivi de précédents rapports, conformément au vœu formulé par M. Claude BIRRAUX qui a initié cette procédure pour répondre à une saisine sur la charte de l'environnement en 2003, puis en 2004 pour aborder un sujet d'actualité, celui de l'épidémie de légionellose.

Au cours de la XII^{ème} législature, 13 auditions publiques ont été ainsi organisées, dont 5 à l'initiative de M. Claude BIRRAUX (Charte de l'environnement, légionellose, Protocole de Londres relatif aux brevets européens, pollution électromagnétique, nanotechnologies). Comme ces dernières, les autres auditions ont porté sur des sujets très variés : tsunami, TNT, expertise scientifique, gouver-

nance mondiale de l'Internet, biométrie, tuberculose.

Resserrement des liens avec la communauté scientifique

Traditionnellement, l'Office entretient des relations régulières avec les chercheurs, les personnalités scientifiques et les organismes de recherche, en procédant à des auditions ou en effectuant des visites de laboratoires.

Ces activités ont bien entendu été poursuivies au cours de la législature, mais celle-ci a été marquée par deux nouvelles démarches.

D'une part, à l'occasion de la réflexion engagée par le gouvernement sur la recherche et ayant abouti à la loi de programme pour la recherche, l'Office a organisé plusieurs missions dans des régions françaises (13 missions) et à l'étranger (4 missions), pour rencontrer les chercheurs. En amont de la loi, l'Office a procédé à l'audition des membres de son conseil scientifique, et en aval de celle-ci, le Bureau de l'Office a entendu le Président de Haut Conseil de la Science et de la Technologie, créé par la loi de programme.

D'autre part, un partenariat a été institué entre l'Office et l'Académie des Sciences. Dès 2005, dix groupes ont été constitués, réunissant chacun un membre de l'Office, un académicien et un chercheur, et des visites ont été organisées dans les assemblées, les circonscriptions des parlementaires et les laboratoires des partenaires scientifiques. En 2007, cette expérience a été élargie à des parlementaires non membres de l'Office.

Ouverture sur l'Europe et l'international

Les travaux de l'Office prennent traditionnellement en compte les évolutions constatées dans les autres pays ainsi que la dimension européenne des problèmes. Les rapporteurs effectuent ainsi généralement des missions à l'étranger, et particulièrement dans les pays européens et auprès des institutions européennes.

Au cours de la XII^{ème} législature, l'Office a fortement développé ces activités. C'est ainsi que des missions ont été organisées, en 2006, auprès de différentes instances d'évaluation nationales faisant partie de l'EPTA, *l'European Parliamentary Technology Assessment*.

En outre, l'adoption de la loi de 2006 sur la gestion des matières et des déchets radioactifs fut l'occasion de présenter, à l'étranger, les travaux de l'Office sur cette question.

Rapports publiés

- « *L'incidence éventuelle de la **téléphonie mobile** sur la santé* » (novembre 2002) – Rapport de MM. Jean-Louis LORRAIN et Daniel RAOUL, sénateurs.
- « *L'évolution du secteur des **semi-conducteurs** et ses liens avec les micro et nanotechnologies* » (janvier 2003) - Rapport de M. Claude SAUNIER, sénateur.
- « *La qualité de l'**eau** et de l'assainissement en France* » (mars 2003) - Rapport de M. Gérard MIQUEL, sénateur.
- « *La durée de vie des **centrales nucléaires** et les nouveaux types de réacteurs* » (mai 2003) - Rapport de MM. Claude BIRRAUX et Christian BATAILLE, députés.
- « *Les méthodes scientifiques d'identification des personnes à partir de **données biométriques** et les techniques de mise en œuvre* » (juin 2003) - Rapport de M. Christian CABAL, député.
- « *Les conséquences des modes d'**appropriation du vivant*** » (mars 2004) - Rapport de M. Alain CLAEYS, député.
- « *Les nouveaux apports de la science et de la technologie à la qualité et à la sûreté des **aliments*** » (avril 2004) - Rapport de M. Claude SAUNIER, sénateur.
- « ***Nanosciences** et progrès médical* » (mai 2004) - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN et Daniel RAOUL, sénateurs.
- « *Les **télécommunications à haut débit** au service du système de santé* » (juin 2004) - Rapport de MM. Jean DIONIS du SEJOUR, député et Jean-Claude ETIENNE, sénateur.
- « *La place des **biotechnologies** en France et en Europe* » (janvier 2005) - Rapport de M. Jean-Yves LE DEAUT, député.
- « *L'application de la loi n°98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la **sécurité sanitaire** des produits destinés à l'homme* » (février 2005) - Rapport de M. Claude SAUNIER, sénateur.
- « *L'état d'avancement et les perspectives des recherches sur la gestion des **déchets radioactifs*** » (mars 2005) - Rapport de MM. Christian BATAILLE et Claude BIRRAUX, députés.
- « *Le **risque épidémique*** » (mai 2005) - Rapport de M. Jean-Pierre DOOR, député et Mme Marie-Christine BLANDIN, sénatrice.
- « *La définition et les implications du concept de **voiture propre*** » (décembre 2005) - Rapport de MM. Christian CABAL et Claude GATIGNOL, députés.
- « *Les **nouvelles technologies de l'énergie** et la séquestration du dioxyde de carbone : aspects scientifiques et techniques* » (mars 2006) - Rapport de MM. Claude BIRRAUX et Christian BATAILLE, députés.
- « *Techniques de **restauration des œuvres d'art** et protection du patrimoine face aux attaques du vieillissement des pollutions* » (juin 2006) - Rapport de M. Christian KERT, député.
- « *Les apports de la science et des technologies au **développement durable*** » Tome 1 – « *Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise* » (juin 2006) - Rapport de MM. Claude SAUNIER et Pierre LAFFITTE, sénateurs.
- « *Les recherches sur le fonctionnement des **cellules humaines*** » (décembre 2006) - Rapport de M. Alain CLAEYS, député.
- « *Les grands domaines programmatiques de la **politique spatiale** du futur – Politique spatiale : l'audace ou le déclin – Comment faire de l'Europe le leader mondial de l'espace* » (février 2007) - Rapport de MM. Christian CABAL, député, et Henri REVOL, sénateur.
- « *La **recherche en Antarctique** – Se donner les moyens de l'excellence : la recherche polaire française à la veille de l'année polaire internationale* » (février 2007) - Rapport de M. Christian GAUDIN, sénateur.
- « *Evaluation du **Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR)*** » (avril 2007) - Rapport de MM. Claude BIRRAUX et Christian BATAILLE, députés.

Rapports en cours

- « *Risques et dangers pour la santé humaine de substances chimiques d'usage courant : éthers de glycol et polluants de l'air intérieur. Evaluation de l'expertise publique et des choix opérés* » - Rapport de Mme Marie-Christine BLANDIN, sénatrice.
- « *Les apports de la science et des technologies au développement durable* » - Tome II – *La biodiversité* - Rapport de MM. Claude SAUNIER et Pierre LAFFITTE, sénateurs.
- « *L'évaluation et la prévention du risque de tsunami sur les côtes françaises en métropole et outre-mer* » - Rapport de M. Roland COURTEAU, sénateur.
- « *L'apport de la recherche à l'évaluation des ressources halieutiques et à la gestion des pêches* » - Rapport de M. Marcel-Pierre CLEACH, sénateur.
- *Actualisation du rapport présenté en 2003 sur « l'évolution du secteur des semi-conducteurs et ses liens avec les micro et les nanotechnologies »* - Rapport de M. Claude Saunier.

Saisines de droit

- *Evaluation de la loi du 9 mai 2001 instituant l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale*
- *Mise en œuvre de la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique du 13 juillet 2005*
- *Application de la loi bioéthique du 6 août 2004*
- *Application de l'article 19 de la loi de programme pour la recherche*
- *Mise en œuvre de la loi de programme relative à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs*

Auditions publiques de suivi et sur des sujets d'actualité

- 13 février 2003 : « *L'impact éventuel de la consommation des drogues sur la santé mentale de leurs consommateurs* ». Audition organisée par M. Christian CABAL, député.
- 10 avril 2003 : « *La charte de l'environnement* ». Audition organisée par M. Claude BIRRAUX, député.
- 29 janvier 2004 : « *L'épidémie de légionellose de novembre 2003- Débats scientifiques et gestion de crise* ». Audition publique organisée par M. Claude BIRRAUX, député.
- 17 février 2005 et 18 mars 2005 : « *Un tsunami sur les côtes méditerranéennes est-il possible ? Problématique de la surveillance et de l'alerte* ». Auditions organisées par M. Christian KERT, député.
- 9 mars 2005 : « *L'impact de la télévision numérique terrestre sur la mesure de l'audience télévisuelle* ». Audition publique organisée par M. Christian KERT, député.
- 6 décembre 2005 : « *L'expertise scientifique* ». Audition publique organisée par M. Jean-Yves LE DÉAUT, député et M. Claude SAUNIER, sénateur.
- 8 décembre 2005 : « *La gouvernance mondiale de l'Internet* ». Audition publique organisée par MM. Claude BIRRAUX et Jean-Yves LE DÉAUT, députés.
- 4 mai 2006 : « *Biométrie* ». Audition publique organisée par M. Christian CABAL, député.
- 11 mai 2006 : « *Le Protocole de Londres relatif aux brevets européens* ». Audition organisée par M. Claude BIRRAUX, député.
- 5 juillet 2006 : « *La compatibilité électromagnétique entre téléphonie mobile et dispositifs médicaux* ». Audition organisée par M. Jean DIONIS DU SÉJOUR, député et M. Daniel RAOUL, sénateur.
- 7 novembre 2006 : « *Les nanotechnologies : gestion des risques et questions éthiques* ». Audition organisée par M. Claude BIRRAUX, député et M. Claude SAUNIER, sénateur.
- 22 février 2007 : « *La tuberculose constitue-t-elle un problème majeur de santé publique ?* ». Audition organisée par M. Jean-Pierre DOOR, député et Mme Marie-Christine BLANDIN, sénatrice.

Avril 2007